

Walter Hallstein, la diplomatie comme catalyseur de l'intégration européenne



Walter Hallstein 1901 - 1982

Walter Hallstein, premier président de la Commission européenne de 1958 à 1967, fut un Européen engagé et un fervent défenseur de l'intégration européenne.

Au cours de son mandat de président de la Commission européenne, Hallstein œuvra à la mise en place rapide du marché commun. Son enthousiasme débordant et ses capacités de persuasion servirent la cause de l'intégration bien après sa présidence. Durant son mandat, l'unification européenne progressa de manière considérable.

C'est la «doctrine de Hallstein», élaborée dans les années 1950, qui valut au départ à l'ancien secrétaire d'État allemand aux affaires étrangères la reconnaissance de la communauté internationale, doctrine qui façonna la politique étrangère allemande dans les années qui suivirent, et qui reposait sur le principe d'un rattachement de la jeune démocratie à l'Europe occidentale.

Jeunesse et expérience pendant la guerre

Walter Hallstein est né le 17 novembre 1901 à Mayence, dans le sud-ouest de l'Allemagne, où son père, protestant, était contrôleur de travaux. Une fois diplômé du lycée local, il étudia le droit et les sciences politiques à Bonn, Berlin et Munich. Il obtint son diplôme en 1925 et commença à travailler comme assistant d'un professeur à l'université de Berlin. Il devint en 1927 examinateur à l'université de Rostock, dans le nord de l'Allemagne, où il obtint un diplôme de conférencier en 1929. L'année suivante, il fut nommé professeur ordinaire de droit privé et de droit des sociétés, poste qu'il occupa pendant dix ans, devenant ainsi un expert dans son domaine, un érudit respecté et un conférencier reconnu internationalement. Il devint ensuite professeur à l'université de Francfort, puis il fut incorporé dans les forces armées allemandes en 1942, malgré son hostilité envers le nazisme. Après l'invasion des Alliés en 1944, Hallstein fut envoyé dans un camp de prisonniers aux États-Unis, où il créa une espèce d'université de camp, afin d'informer les prisonniers sur leurs droits et les questions juridiques en général.

Après la guerre, il fut nommé vice-recteur de l'université de Francfort. En 1948, l'université de Georgetown lui proposa une chaire de professeur associé, faisant de lui l'un des premiers érudits allemands à être invité dans une université américaine. Son expérience acquise aux États-Unis renforça sa conviction que l'Allemagne devait adhérer aux initiatives internationales visant à renforcer les liens entre les démocraties après la Seconde Guerre mondiale. Selon lui, l'adhésion de l'Allemagne à des organisations internationales comme les Nations Unies et l'OTAN était essentielle pour permettre au pays de revenir sur la scène internationale.

La Communauté européenne du charbon et de l'acier

Les excellentes compétences diplomatiques de Hallstein, sa prise de conscience de la nécessité d'une unité européenne et son expérience dans ce domaine conduisirent Konrad Adenauer,

alors chancelier allemand, à le nommer à la tête de la délégation chargée de mener les négociations, lors de la Conférence sur le plan Schuman, sur la formation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1950. Pendant cette période, il travailla en étroite collaboration avec Jean Monnet, son homologue français. Ils réalisèrent rapidement qu'ils partageaient globalement les mêmes idées sur la nécessité d'une intégration européenne pour ramener la prospérité en Europe.

En 1951, Adenauer nomma Hallstein secrétaire d'État aux affaires étrangères, poste qui lui permit non seulement de participer à la création de la CECA, mais également de travailler à la création d'une Communauté européenne de défense afin d'unifier les politiques des pays de l'Europe occidentale en matière de budget, de forces armées et d'armement. Il participa également aux négociations avec Israël sur le paiement des réparations au peuple juif et joua un rôle important dans la stratégie de politique étrangère de l'Allemagne. Connu plus tard sous le nom de «doctrine Hallstein», l'accord de 1955 était un accord strict visant à ce que l'Allemagne de l'Ouest rompe ses relations diplomatiques avec les États qui reconnaîtraient l'Allemagne de l'Est (RDA).

La Communauté économique européenne

Pour Hallstein, l'échec de la création de la Communauté européenne de défense en 1954 représentait une grande et réelle menace pour la sécurité de l'Allemagne et de l'Europe occidentale, car il était plus facile pour l'Union soviétique d'étendre son influence dans une Europe divisée. Cela poussa Hallstein à se concentrer sur le processus d'intégration économique plutôt que d'union politique. Il devint alors un fervent défenseur de l'unité européenne par la création d'une Communauté économique européenne. La première étape vers cette intégration économique permettant aux personnes, aux services et aux biens de circuler librement fut réalisée lors de la conférence de Messine, en 1955. Même si Hallstein souhaitait au départ que cette intégration soit totale et se fasse le plus vite possible, les réalités politiques l'amènèrent à reconnaître qu'une fusion progressive des marchés des États membres serait plus avantageuse pour tous. Le traité de Rome entra en vigueur en 1958 et Hallstein fut nommé premier président de la Commission de la Communauté économique européenne.

La présidence de la Commission

Même si Hallstein prit conscience du fait que l'intégration ne se concrétiserait pas aussi vite qu'il l'aurait souhaité, il devint en tant que président de la Commission un moteur du processus d'intégration. Par exemple, pendant son mandat appelé la «période Hallstein», il commença à consolider le droit européen, ce qui allait avoir un grand impact sur la législation nationale. Promoteur d'une Europe fédérale avec une Commission et un Parlement puissants (pour empêcher l'Union de jouer constamment un rôle secondaire auprès des gouvernements nationaux), il apparaît clairement qu'il avait un objectif pour la Communauté européenne: la vision d'une Europe unie, conformément à la déclaration Schuman du 9 mai 1950. À cette époque, le président français, Charles de Gaulle, avait une autre opinion: alors que Hallstein défendait l'idée d'une fédération, ce qui signifiait céder une grande partie des compétences et du pouvoir national à l'Union, de Gaulle était convaincu que l'Europe devait prendre le chemin d'une confédération et devenir une «Europe des États» au sein de laquelle les États membres conserveraient davantage de pouvoir. L'accumulation des divergences entre le gouvernement français et les autres États membres sur de nombreuses questions conduisit à la «crise de la chaise vide» en 1965, lorsque la France retira tous ses représentants des institutions européennes jusqu'à ce qu'un compromis fût trouvé.



Discours de Hallstein en tant que président de la Commission européenne (Pays-Bas, 1965).

Sans l'enthousiasme de Hallstein, ses compétences en négociation diplomatique et sa force de persuasion, l'intégration européenne n'aurait pas connu d'avancées aussi rapides pendant la durée de son mandat.